

UNION NATIONALE DES ETUDIANTS DE FRANCE

II, rue du Caire Paris 2ème

U . N . E . F .
I N F O R M A T I O N S

Nouvelle série :

2ème année N°10

Le 9 décembre 1971

Le Directeur : G. Konopnicki

Rédaction : R. Fajnzylberg
J.J. Aublanc
P. Kugler

----- Imprimerie spéciale de l'U.N.E.F. -----

Chers camarades,

Notre collectif National se tient alors que les étudiants et nos camarades ont connu les premières luttes revendicatives de l'année. Période déterminante puisque on même temps ont été posées les questions et les problèmes de la rentrée des Universités et des étudiants et deux concernant, comme le disait le dernier Collectif National, la première rentrée syndicale de l'UNEF.

Cette période est donc d'ores et déjà riche en expérience.

Elle a permis de vérifier et d'approfondir les analyses que nous faisions au dernier C.N. concernant la situation des étudiants, leur mécontentement.

En même temps, elle a permis de voir plus concrètement ce que signifiait le renouveau syndical, la première rentrée de l'UNEF. Avec les possibilités qui nous sont offertes de voir des milliers d'étudiants se syndiquer, lire notre presse, participer aux batailles revendicatives.

En même temps, cette rentrée a montré l'ampleur de la bataille nécessaire pour que l'UNEF devienne véritablement l'organisation syndicale, revendicative, de lutte et de masse de tous les étudiants. C'est sur ces questions que le Collectif National doit se pencher d'abord. Mais aussi 2 échéances principales nous sont posées par les nécessités de la prochaine période.

La première, c'est la célébration du 25^{ème} anniversaire de l'UIE, et l'initiative décidée par le dernier CN. Ce doit être pour nous l'occasion de répondre aux préoccupations des étudiants en ce qui concerne la question de la paix et de la solidarité internationale. D'abord en organisant la solidarité concrète des étudiants de France avec les étudiants de Saïgon et les peuples d'Indochine avec la tenue des meetings et la collecte d'1 million pour les étudiants de Saïgon.

Ensuite en réajustant l'orientation de l'UNEF sur les questions internationales en confrontant cette orientation avec la masse des étudiants puisque la bataille nous en donne l'occasion. La deuxième échéance, la plus importante est l'approche des élections universitaires. Ce doit être, compte tenu de l'importance et de l'urgence de cette bataille, la question sur laquelle notre Collectif doit essentiellement porter sa réflexion. Elle doit être pour nous, l'occasion d'une bataille revendicative, d'organisation et d'idées.

En effet, cette année, les élections doivent être un des moments essentiels de la condamnation par la masse des étudiants de la politique universitaire du Pouvoir.

Nous devons, à cette occasion, donner aux étudiants le moyen de dire non aux mesures qui sacrifient leurs intérêts, leur formation, leur avenir.

C'est dans un premier temps, ce qu'il faudra réaliser en faisant porter sur nos candidats des milliers de voix. Ensuite, elle permettra de renforcer l'audience et le poids des revendications étudiantes en élisant des délégués qui dans les Conseils, à tous les niveaux, en seront les porte-paroles.

Ce qui veut dire que par des élections et pour gagner cette bataille, deux nécessités nous sont imposées.

- 1°) - Faire de ces élections une grande bataille afin que la politique du Pouvoir soit condamnée par une grande masse d'étudiants, ce qui affaiblira d'autant la crédibilité de la politique universitaire du Gouvernement et permettra aux étudiants de gagner plus sur leurs revendications.

- 2°) - De faire de ces élections une grande bataille revendicative de masse. Ce qui veut dire avoir des élus véritables délégués des étudiants, mais aussi de se battre sur un programme et des objectifs concrets, afin de battre en brèche les mesures du pouvoir et d'avancer nos solutions et donc de donner une possibilité de plus aux étudiants de gagner.

II - LA SITUATION DES ETUDIANTS A LA RENTREE -

1° - Nous avons toujours lié la bataille des élections à l'ensemble de notre bataille revendicative. Aujourd'hui, plus que jamais, la situation des étudiants nous invite à une telle démarche. Ce que nous disions au dernier Collectif National, s'est vérifié.

Les préoccupations des étudiants en ce qui concerne leurs conditions de vie et d'études, la sélection et l'avenir se sont révélées extrêmement profondes. Confrontés à une hausse des prix sans précédent, à une rentrée scandaleuse des Universités, du point de vue des moyens qui leur sont attribués, au renforcement de la sélection, à l'avenir bouché, leur mécontentement s'est aggravé, la prise de conscience de ce mécontentement s'est approfondie.

Avant de tirer expérience des luttes, il nous faut revenir sur les questions qui préoccupent les étudiants.

A - La hausse des prix et les conditions de vie -

Nous nous sommes largement penchés sur cette question lors du dernier Collectif National. Les atteintes portées au Pouvoir d'achat des étudiants sont en effet très préoccupantes.

Elles ont directement comme conséquence une aggravation de la sélection sociale. Elles sont causes de nombreux découragements et abandons. Pour une masse d'étudiants, elles remettent directement en cause la possibilité de poursuivre leurs études. Et donc, avec la baisse du pouvoir d'achat des étudiants en cette rentrée, sont posées en grand les questions du développement de l'aide indirecte aux étudiants, et la question de l'allocation d'études.

Nous avons, je crois, eu raison de développer autour de cette question une campagne d'explications. Nous avons eu raison de dénoncer le système périmé des bourses. Cette campagne a porté puisque Guichard lui-même est obligé de reconnaître que ce système ne correspond plus aux nécessités.

Nous avons eu raison dans l'ensemble de mettre en avant la question de l'allocation d'études comme pouvant seule résoudre les problèmes que pose la vie des étudiants, mais peut-être n'avons-nous pas été suffisamment concrets sur toutes les questions des conditions de vie.

C'est-à-dire que dans l'ensemble, et à part quelques cas, nous ne nous sommes pas montrés encore capables d'animer les luttes permettant de défondre pied à pied les conditions de vie des étudiants.

Or, quand on regarde la vie des étudiants à Paris et dans certaines villes universitaires, on constate que l'essentiel de leurs problèmes se rapporte aux questions des transports, du logement, questions sur lesquelles nous avons eu du mal jusqu'à présent à intervenir, à proposer des revendications précises, des luttes concrètes.

Trop souvent encore, intervenir sur les conditions de vie signifie pour nous, dans nos AGE et CA :

a) - Faire faire un rapport par le camarade de la FRUF -

b) - Menor une campagne de protestation contre les hausses du R.U. -

d) - Dénoncer les bourses et proposer l'allocation d'études.

Je schématise un peu, mais c'est pour montrer que nous avons de ce point de vue, un grand retard. Pourtant, il est possible sur ces questions de mener des luttes et d'améliorer la situation des étudiants.

Nous l'avons montré à Villotannous Saint-Denis et aux Beaux Arts sur les bourses, à Vincennes sur les transports, à Nancy sur le logement.

Aujourd'hui, il nous faut aller plus loin : obtenir la construction de cités et Restau-U, le demi-tarif étudiant, le maintien des bourses pour les redoublants et leur 4ème terme, c'est bien sûr aider immédiatement les étudiants mais aussi contribuer au combat pour l'allocation d'études.

Si en cette rentrée nous avons beaucoup progressé, il reste sur ces questions de nombreuses insuffisances.

B - Le budget et les moyens des Universités -

Sur cette question également, les analyses du dernier Collectif National ont été vérifiées. Jamais rentrée ne s'est faite dans de si scandaleuses conditions. Du point de vue des locaux, des crédits de fonctionnement et surtout des créations de postes d'enseignants, je ne reviendrai pas sur cette question. Sauf pour montrer à quel point elle est sensible chez les étudiants. Voir toutes les actions menées le 9 et dans sa préparation, la grève et les manifestations de Paris VII, etc...

Nous y reviendrons tout à l'heure. Mais là encore, comme sur les questions des conditions de vie, la rentrée universitaire provoque chez les étudiants un mécontentement profond marqué par une interrogation que l'on retrouve pour toutes les difficultés auxquelles l'étudiant est confronté : Comment rester étudiant.

C - Cette question se trouve renforcée car les promesses d'avenir, de débouchés, de qualification, ne permettent pas à l'étudiant comme par le passé à consentir des sacrifices. Ce qui veut dire que l'absence de perspectives de débouchés contribue à la sélection, au découragement, à l'abandon des étudiants. La suppression des IPES, les mesures en Médecine, l'élimination des étudiants, l'absence de prévisions et de planifications des débouchés,

et donc sur son avenir, mais surtout, immédiatement et concrètement, y compris dans sa situation actuelle, pèse sur la vie de l'étudiant.

Ainsi, la conclusion essentielle que nous pouvons tirer de la rentrée universitaire est que pour une grande masse d'étudiants, confrontés aux conditions de travail scandaleuses, aux conditions de vie aggravées à une pénurie renforcée, aux risques d'élimination et à l'avenir bouché, la question est de savoir s'ils peuvent et doivent rester étudiant. Et cette question détermine pour une large part leurs réactions.

2° - La rentrée de lutte -

Nous avons vu à quel point se posaient les revendications des étudiants. Leur mécontentement, mais surtout ce qu'il recouvre et la conscience nouvelle de ce mécontentement déterminent leur attitude par rapport à leur situation, aux nécessités pour en changer, c'est-à-dire aussi à leur attitude en face des luttes et des propositions avancées par l'UNEF.

Ce que nous pouvons dire rapidement, aux vues des luttes et de notre activité depuis la rentrée, c'est d'une part que la masse des étudiants affiche une combativité accrue, sans précédent, et cela est compréhensible quand on voit où ils en sont, mais d'autre part, il reste que nous avons encore des difficultés à faire s'exprimer cette combativité.

Au travers des luttes qui se sont faites jour à Linoges, en Médecine, à Paris VII, et dans la préparation du 9 Novembre, un peu partout, nous pouvons dégager une combativité très grande des étudiants. Ce sont des milliers d'étudiants que nous avons mis dans la bataille à partir de revendications qui cristallisent leur mécontentement. Le caractère spectaculaire (à part exception) des luttes a été plus ou moins masqué mais pour donner un exemple, dans la préparation du 9 Novembre à Paris, ce sont plusieurs dizaines de délégations, bien souvent des délégations de TD et d'Amphis qui se sont rendues au Rectorat.

En Médecine à Paris nous avons organisé 3 délégations massives et 1 meeting intersyndical.

En agrégation d'Anglais, c'est plus de 300 étudiants qui sont allés revendiquer au Rectorat. A Dijon, 1500 étudiants ont signé la pétition sur

A la Halles aux Vins, outre la grève des étudiants de Paris VII, il y a eu 3 AG de plus de 500 étudiants et une manifestation de 1000 étudiants. Le 9 Novembre, 1000 à Paris, 350 à Nancy, 200 à Toulouse. Tout cela montre à la fois la combativité des étudiants, nos possibilités, mais aussi les limites. Limites que nous devons analyser sous deux angles. D'une part, le fond de la situation générale et d'autre part, surtout, limites qui sont de notre propre fait qui tiennent à nos insuffisances propres. Le premier problème est que pour les étudiants aujourd'hui, la question des luttes se pose avec une résonnance particulière tant il est vrai que pour bon nombre d'entre eux, il faut lutter pour rester étudiant. Cela veut dire que la lutte n'est plus pour eux un luxe, ni un amusement, une distraction supplémentaire. Elle devient une nécessité pour vivre et étudier, pour obtenir un emploi qualifié et un diplôme.

La lutte est nécessaire non pour elle-même, mais avant tout pour gagner, obtenir satisfaction. Comment vivre à Aix ou à Nancy quand on ne trouve que des logements à 300 F par mois et qu'on touche 200 F de bourse.

Comment étudier à Consier quand on est 350 dans un TP, quand on est debout les uns contre les autres comme dans le métro à 6 heures, quand on est obligé de sortir tables et chaises dans le couloir pour faire entrer les étudiants dans la salle du TD. Voilà comment se posent les problèmes pour les étudiants et donc il est normal qu'ils veuillent lutter, mais lutter pour obtenir.

Or, le Gouvernement a donné quelques réponses. Certes, elles ne concernent pas directement les étudiants, mais elles sont dans toutes les têtes : Les OS de Renault, les cheminots et dernièrement les travailleurs du Métro. Deuxièmement, tout est fait pour masquer aux yeux des étudiants la responsabilité de leur situation, on parle des enseignants, de l'administration, des Conseils, jamais du Pouvoir. Or cela, nous amène à clarifier, auprès des étudiants et de nos camarades, ces deux questions.

Je dis également chez nos camarades, car si l'on prend l'exemple de Dijon, où nous faisons signer 1500 pétitions, mais où nous n'en faisons rien, on voit que ces questions sont aussi posées chez eux. Nous ne savons pas si nous pouvons gagner et comment gagner. Or, cette rentrée nous pouvons affirmer que la lutte paie. Si le Pouvoir semble vouloir ne céder que difficilement chez les travailleurs, il semble bien que chez nous, il veuille bien lâcher du lest.

Du moins pour l'instant, et pourvu que nous l'y poussions un petit peu. La liste des acquis est d'ores et déjà assez impressionnante. Partout où des luttes se sont menées avec force, nous avons gagné.

- Paris Droit, où nous avons sur les 2 revendications mises le plus en avant l'an dernier : Centre de Poly et 7 éliminatoires.
- Consior Anglais, où à la suite de la délégation de 300 étudiants, 2,5 Millions ont été accordés.
- Beaux-Arts : un immeuble de 5 Etages et 45 bourses.
- Médecine Paris : 200 postes hospitaliers.
- Paris Nord : 20.000 heures complémentaires.
- Saint-Maur : Le Restau U le soir .
- Bône avoie : les allocations.
- L. ... : 500 heures complémentaires .

etc.....

Ce qui veut dire que la lutte paie quand elle est de masse, menée avec toutes nos forces et quand les revendications sont présentées aux responsables par les étudiants. Mais cela veut dire aussi qu'il faut auprès des étudiants populariser ces acquis, expliquer et montrer dans la lutte comment gagner aujourd'hui.

Mais si ces incompréhensions existent réellement chez les étudiants et tendent à freiner l'essor des luttes, à créer une sorte d'attentisme, cela ne saurait en aucun cas nous cacher ce qui pour l'essentiel est un frein à l'expression de la combativité des étudiants, c'est-à-dire nos propres insuffisances. Et ce, notamment sur une question : le renforcement de l'UNEF et la rentrée de l'Organisation;

Si l'on regarde les chiffres, on constate :

- d'une part une réelle rentrée de l'UNEF qui s'est manifestée par l'organisation des luttes et traduite par une remise des cartes qui, si elle est loin d'être complète, est toutefois très intéressante pour l'avenir.

Cela est d'autant plus vrai si l'on tient compte du retard de la rentrée Universitaire dans certains secteurs, notamment aux rentrées au plan des directions syndicales.

Dans les villes moyennes, nous en sommes souvent à des effectifs proches du nombre d'anciens adhérents ou même supérieurs dans quelques cas.

-- C'est le cas d'Avignon, Chambéry, Limoges, Reims, Saint-Maur, Sceaux, Soissons Po, Saint-Denis Villotaneuse, Vincennes.

Par contre, dans les grosses villes, exceptée Toulouse, nous sommes en retard, et parfois très en retard.

-- C'est le cas d'Aix, Grenoble, Lille, Lyon, Montpellier, Nancy, Nice, Tours, Nanterre.

Si l'on ajoute qu'environ une carte sur 3 environ est une nouvelle adhésion on voit d'une part qu'un très important nombre d'étudiants sont délibérément laissés en dehors des batailles syndicales, nombre qui dépasse parfois les 2/3 de l'organisation de Juin 1971 et d'autre part que de nombreuses adhésions nouvelles ont été réalisées qui nous démontrent si c'était nécessaire l'ampleur de nos possibilités de syndicalisation.

Ceci atteste d'une part de certains efforts et progrès, mais aussi d'une insuffisance et d'un retard réel. Or ce retard est dû de l'avis du Bureau National à deux choses.

- D'une part des incompréhensions quant à la nécessité du renforcement de l'UNEF.

- D'autre part à des étroitesse de conceptions sur ce qu'est et doit être l'UNEF.

Ces deux questions étant bien entendues liées étroitement entre elles. Nous avons déjà examiné cela lors du dernier Collectif National, mais il semble qu'il faille y revenir sur la base de l'expérience.

1° - Pourquoi faut-il faire rentrer l'Orga ?

Nous voyons en effet que nous avons un énorme retard sur les reprises de cartes. Cette situation anormale devient tout à fait préoccupante. Nous nous privons, pour la bataille, de centaines de camarades expérimentés ; nos Directions de comités ne sont pas rentrées, nos élus n'ont pas repris contact avec l'Orga et donc bien souvent ne siègent plus.

Nous perdons pour la bataille et la réflexion des dizaines et des dizaines de TD, d'amphis où nous étions implantés l'an dernier.

Enfin, nous perdons pour la lutte et le renforcement de l'UNEF des centaines de camarades. Or, ce n'est pas parce que ces camarades ne sont plus d'accord avec l'UNEF. Certes, pour certains une discussion est nécessaire pour qu'ils reprennent leur carte. Mais surtout, parce que nous ne faisons pas l'effort suffisant pour les recontacter, discuter avec eux de leurs problèmes, les réintégrer à la vie de l'UNEF.

Et si nous ne faisons pas cela, c'est parce que cela nous semble inutile, qu'il nous importe peu que l'UNEF progresse, que sa Direction et son orientation n'est remise en cause par personne.

2° -- Pourquoi donc renforcer l'UNEF ?

La réponse à cette question, elle est dans les TD, dans les luttes mondiales. Comment gagner ? Comment remporter des victoires ? En faisant agir la masse des étudiants. Mais pour cela, il nous faut tisser des liens de masse solides avec les étudiants. Etre implantés partout, y avoir partout des Comités d'Amphis, et de TD. Or cela est possible. Et cela est payant. Au CREPS de Nancy, où nous avons dans certaines promotions 100% de syndiqués, il n'est pas difficile de savoir s'il faut ou non faire grève, et quand la grève est décidée par l'UNEF, on peut être sûr de son succès. Et le renforcement de l'UNEF est aujourd'hui possible.

Bien souvent, nos difficultés se traduisent par l'activité de quelques camarades qui tiennent uniquement la permanence, comme substitut à l'action syndicale de masse des syndiqués de l'amphi ou du TD. A la limite, on pense encore pouvoir animer les luttes avec une poignée de militants décidés. En même temps, devant la complexité de la situation, il y a une profonde difficulté à concevoir clairement la ligne générale de l'action de l'UNEF en cette rentrée.

Liée à la précédente, cette difficulté est un obstacle à une vie des comités large, démocratique et tournée vers les revendications.

Tout ceci pose avec une force nouvelle les questions de la vie de l'UNEF. La démocratie syndicale qui en est le fondement c'est la participation permanente de l'ensemble des syndiqués à l'élaboration de leurs revendications et des formes d'action pour les faire aboutir.

Aujourd'hui, l'ensemble des problèmes posés à l'activité de l'UNEF, passe par un problème central, celui de la vie des Comités, liée aux masses.

Que ce soit la lutte revendicative à mener au plus près de la réalité étudiante, sur le lieu de travail des étudiants dans les UV, l'amphi, le TD, que ce soit les questions des élections, celles de la syndicalisation ou des finances, celles de notre bataille d'idées qui aujourd'hui deviennent de plus en plus importantes pour montrer les possibilités de succès, ouvrir des perspectives concrètes de lutte, débattre des revendications et des formes d'action, tout est posé au travers de la vie syndicale du Comité.

L'expérience des luttes récentes le prouve clairement. Rester étudiant, cela veut dire pour chaque étudiant, dédoubler l'amphi surchargé, obtenir la bourse dont il a besoin, étendre les locaux, résoudre le problème des transports trop chers, ou pas assez fréquents, obtenir la gratuité des polys, freiner les hausses des Restau-U et Cités universitaires.

Cela veut dire défendre pied à pied ses conditions de vie et d'études sur son lieu de travail, dans le Restau-U, et la Cité U.

C'est donc aux comités que revient le poids essentiel de l'action revendicative avec ses corollaires : la syndicalisation, la bataille d'idées, son financement, d'autant plus que les dernières luttes montrent toute l'urgence des questions locales pour les étudiants.

Assurer ces responsabilités pour le comité, implique une liaison étroite avec les étudiants et une participation de tous les syndiqués à la vie du Comité et son renforcement.

- a) Pour que le Comité puisse pleinement jouer ce rôle, le travail des Bureaux d'AGE et des CA parisiens et du BN est décisif, pour aider les Comités à vivre et à lutter au plus près des étudiants, pour que l'orientation du syndicat soit l'affaire du Comité.

De ce point de vue, la première condition, c'est la remise des cartes à tous les anciens syndiqués. En même temps, c'est au niveau du Comité que s'élaborent les revendications et se décident les formes d'actions que nous proposerons aux étudiants, à ce niveau que se donnent les explications sur les batailles en cours et la situation, à ce niveau que les étudiants financent leur action revendicative.

.../...

- b) Les résultats que nous avons obtenus sur la remise des cartes exigent, des camarades, une réflexion approfondie. Elle témoigne d'une volonté grandissante de s'organiser parmi les étudiants, et d'un progrès des idées syndicales. D'ores et déjà, plus de 2.000 adhésions nouvelles ont été réalisées depuis la rentrée. L'effort doit être poursuivi et renforcé pour permettre aux étudiants de donner pleine dimension à leur combativité pour leur permettre de participer pleinement à la défense de leurs intérêts. Les forces syndicales organisées pèsent d'un poids décisif dans le rapport des forces. Aujourd'hui, pour chaque étudiant, le rester, cela veut dire adhérer à son syndicat.
- c) Nous devons d'autant plus faire preuve d'audace dans ce domaine que nous nous présentons aujourd'hui devant les étudiants avec un bilan de succès tout à fait appréciable. Mais pour le développement même des luttes, il nous faut une organisation renforcée. Combien de fois n'avons-nous pas pu organiser l'action faute de syndiqués en nombre suffisant. Le BN propose que chaque AGE fasse CA par CA un point détaillé des anciens adhérents qui n'ont pas encore leur carte 1971-72 et que des mesures très importantes soient prises pour aller les revoir, leur donner "Étudiants de France", des cartes d'adhésions, des tracts à distribuer, la pétition à faire signer. C'est l'affaire en premier lieu de tous les Présidents et Bureaux d'AGE et de CA. Sur cette base, nous créons les meilleures conditions du succès de notre bataille de syndicalisation. Enfin, quelques initiatives seront prises pour nous implanter dans des villes ou des secteurs importants où nous n'existons pas ou faiblement.
- d) René Maurice interviendra sur la bataille financière et présentera le budget de l'UNEF. Cette question est étroitement liée à la conception que nous avons du syndicat. Là aussi, elle ne se pose pas en dehors des batailles revendicatives du Comité, mais est une condition de son efficacité en même temps qu'un test de l'influence de masse du syndicat.

Pour un Étudiant, verser à l'UNEF, c'est verser pour rester Étudiant. Nous devons discuter d'une manière très riche sur cette question en vue d'avoir à chaque initiative du Comité une initiative financière qui l'accompagne.

13

II; LA SOLIDARITE AVEC LES PEUPLES D'INDOCHINE .

1°) Une de nos tâches les plus importantes dans les prochaines semaines, est la préparation et la tenue de notre initiative internationale, et cela, dès lundi prochain avec le lancement de la collecte. Le C.N devra discuter largement de cette question. Mais je voudrais ici poser le problème de ce que doit être notre orientation dans l'activité internationale, et par conséquent, dans la conception et la préparation de cette initiative.

La première idée, elle est fondamentale, est de ne pas considérer les questions internationales comme un domaine à part de notre activité, qui ne serait pas dépendant de notre orientation syndicale générale.

C'est à dire, que nous devons, dans ce domaine aussi, partir des préoccupations des étudiants, de la façon dont ils ressentent les questions internationales.

Il est vrai, que les étudiants sont très largement sensibilisés par ces problèmes et exigent de notre part une intervention, ils est vrai que leurs aspirations à la paix, à la justice sont très profondes.

Le point de départ c'est ce qui préoccupe directement la grande masse des étudiants, c'est à dire, la guerre, l'oppression, les souffrances des peuples connus des étudiants, partir de problèmes concrets.

Dans le même ordre d'idées, il nous faut être très vigilants envers ce qui risque de diviser les étudiants, notre but étant de les unir.

Nous devons enfin nous préoccuper du caractère étudiant de notre organisation et donc de la solidarité avec les étudiants du monde, qui doit être une base de notre activité. En même temps, il nous faut éviter une activité fourre-tout, et centrer notre bataille de masse sur quelques questions essentielles, ce qui n'exclut pas des prises de positions publiques du Bureau National par la voie de communiqués sur différents problèmes.

Aujourd'hui, par exemple, deux questions peuvent faire l'objet de notre intervention.

- La solidarité avec les étudiants de Saïgon, j'y reviendrais à propos de l'initiative internationale.

- Mais aussi la question du Bangla-Desh, question largement ressentie par les étudiants, avec le danger de mort devant lequel se trouvent des milliers de

personnes, problème accru avec les risques de guerre entre l'Inde et le Pakistan.

Une motion sera présentée au CN sur cette question. En clair, notre activité internationale ne peut être conçue en dehors des étudiants, elle a pour but essentiel de faire agir les étudiants pour la solidarité avec les étudiants et les peuples en lutte.

C'est ainsi que nous devons concevoir notre initiative internationale qui aura lieu du 27 Novembre au 2 décembre, dont la préparation doit commencer dès cette semaine.

Comme nous l'avions décidé, le thème général en est : "La solidarité avec les peuples d'Indochine".

Nous devons orienter notre activité autour de trois idées essentielles :

- 1) - La solidarité avec les étudiants de Saïgon parce que ces derniers mènent un combat extraordinaire depuis plusieurs mois contre les fantoches et les américains.
- 2) - Le soutien aux 7 points du GRP;
à partir de l'idée : la paix est possible ! pour cela Nixon doit cesser de manoeuvrer et accepter la seule solution raisonnable : le plan en sept points du GRP.
- 3) - L'idée de ne pas se laisser démobiliser par ceux qui partent partout que la guerre est terminée, au contraire, renforcer la solidarité avec le peuple vietnamien, car la guerre continue et le soutien est toujours plus nécessaire.

Wasserman exposera plus précisément ces questions.

- Le premier moment de cette campagne débute cette semaine, avec la collecte " 1 million pour les étudiants de Saïgon "; il est clair qu'il nous faut collecter beaucoup plus d'1 million, car il nous faut à la fois donner cette somme aux camarades vietnamiens, et couvrir le coût de l'initiative internationale.

- 2° moment : LES MEETINGS. - celui de Paris le 30 Novembre
(je vais y revenir) - ceux de province les 1er et 2 Décembre

- Cette campagne se place dans le cadre de la célébration du 25ème anniversaire de l'UIE;

Quelques mots sur la célébration de cet anniversaire ; il ne s'agit en aucun

15

cas d'en faire quelque chose de formel, inintéressant pour les étudiants, notre conception est celle d'une célébration dans l'action et donc, dans notre campagne sur le Vietnam, ce qui correspond à la conception que nous devons avoir de l'UIE elle-même, et ce qui est le meilleur moyen de la faire connaître des étudiants.

Cela dit, dans une célébration du 25^{ème} anniversaire de l'UIE, il n'est pas possible d'envisager seulement les questions de l'unité anti-impérialiste, il faut avancer avec beaucoup de force les problèmes de la lutte des étudiants pour leurs droits, leurs revendications. C'est dans cet esprit que nous organisons le 27 et 28 Novembre un séminaire international sur le thème de la lutte contre l'université de classe, pour une université démocratique.

Le meeting du 30, qui aura lieu dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, sera l'événement le plus important de cette semaine entière, et diverses organisations étrangères représentées en France, se sont associées à l'appel. Nous sommes dorénavant et déjà assurés de la participation à ce meeting de nombreuses délégations parmi celles-ci, les camarades indochinois, ceux du Chili, des colonies portugaises et d'Irlande.

Cela ne fait que souligner à la fois l'intérêt pour les étudiants et l'importance tant nationale qu'internationale de cette initiative. Sa préparation doit donc se faire sur la base d'une bataille de masse, particulièrement à partir de la collecte qui, en nous obligeant à discuter avec de nombreux étudiants constitue une bataille de masse par excellence.

- dernier élément : les meetings de France.

Sur la liste constituée au dernier CE, nous proposons de retirer Lille et Rennes qui ont des élections les 1^{er} et 2 Décembre et de rajouter Aix-Marseille.

Cela dit, le thème de ces meetings doit être celui de la campagne, c'est à dire doivent se faire sur la base de l'Indochine; la solidarité avec les étudiants de Saigon et dans le cadre du 25^{ème} anniversaire de l'UIE.

Gilbert réunira les villes concernées ce soir pour discuter de la préparation de ces meetings.

Je rappelle qu'il s'agit de : LYON, BORDEAUX, NANCY, GRENOBLE, NICE, TOULOUSE, MONTPELLIER, et AIX-MARSEILLE. Je terminerai sur cette question en précisant qu'il faut que très rapidement, les bureaux d'AGE et de CA en discutent, se mettent d'accord sur l'orientation que nous proposons et organisent la bataille, cela dès lundi avec le lancement de la collecte.

- Avant d'aborder la bataille des élections, il faut revenir sur ce que sont les conseils aujourd'hui, et la bataille de nos élus :

III. LA BATAILLE DES ELECTIONS- (Situation générale des conseils)-

On constate une volonté de mise en veilleuse générale des conseils, et notamment de ceux où nous sommes bien représentés. Si les conseils d'Universités maintiennent encore leur activité (parfois de type végétatif), les réunions de conseils d'UER n'ont pas ou peu lieu et ne revêtent que des caractères de pure forme. Cette tactique est la concrétisation de la politique du gouvernement en matière de " cogestion".

Si l'on reprend l'évolution de cette politique de puis les premières élections, on voit combien le pouvoir se sent gêné par l'existence même de ces conseils. En 1969, une grande publicité fut faite, et, partout, la presse rapportait les résultats des élections UER par UER, sans rien omettre. Le ministre de l'époque, Edgar Faure, avait misé, semble-t-il, sur une politique d'intégration des luttes étudiantes, qui transformerait les luttes de masse en causeries de salon. En outre, il n'avait pas prévu l'audience qu'aurait la naissance et la tendance de l'UNEF pour son renouveau.

Ces deux éléments ne joueront pas en sa faveur :

Avec plusieurs dizaines de milliers de voix et leur conséquence en nombre de sièges et une pratique combative des conseils, nous pûmes infliger un premier revers à ses espérances.

Dès lors, le ministère, changeait de tactique; aux élections suivantes, ce fut le silence,. Pas d'information, pas de publicité, une déplorable, mais consciente organisation de boycott. En outre, les étudiants réactionnaires prenaient le relais de cette politique, décidaient de ne pas présenter de listes (F.N.E.F). Là encore, si le nombre de votants baissait de façon sensible, cette tactique ne s'avèrera pas payante dans la mesure où nos candidats maintenaient leurs positions, voire les amélioraient localement. Une troisième manière d'agir devait être recherchée. Elle est trouvée; on ressort les groupes réactionnaires. La F.N.E.F ne se présente que pour tenter de diminuer notre audience. Dans le même temps, on précipite les élections. La plus grande part d'entre elles au ont lieu avant la fin de l'année. Cela ne suffit pas; on restreint les possibilités d'action et donc on rogne les libertés syndicales, la publicité des débats est toujours refusée.

17

En fait, nous disons toujours : les conseils sont une arme de lutte, les élections un moment de la bataille revendicative.

C'est vrai, mais pour l'étudiant seule son expérience détermine la réalité. Et, pour cette question l'essentiel, c'est qu' étant engagé dans la bataille revendicative, chaque étudiant puisse voir le tremplin supplémentaire que constituent les élus UNEF.

En même temps, il faut que nos candidats soient ceux des étudiants, ceux des luttes. Cela signifie que nos listes ne s'élaboreront pas dans un bureau, mais dans les amphis. Cela signifie aussi, que les candidats doivent être connus comme les meilleurs défenseurs des intérêts des étudiants. Pour cela, un moyen, élaborer, les listes dans les amphis avec les étudiants, faire approuver nos candidats, et associer le plus grand nombre d'étudiants à la campagne.

2°) Les élections sont aussi un bilan ; celui de l'activité de nos élus. Chaque acquis, le plus minime soit-il, doit être connu de tous. Dès cette semaine, nous devons diffuser par tracts et affiches le bilan de nos élus. Mais il y a plus. Une chose est, en effet, le bilan à posteriori de nos élus, autre chose est l'élaboration avec les étudiants de nos interventions au conseil.

L'élus doit être un véritable délégué syndical, homme de masse, connu de tous les étudiants, à qui on s'adresse pour chacune des questions de la vie de l'étudiant.

Il doit être indispensable à la vie de l'amphi.

3°) Si cet aspect de l'activité électorale est essentiel, il n'est cependant pas le seul. Le gouvernement, en effet s'intéresse de près aux élections universitaires, avec l'objectif de nous faire un barrage. Il veut, avant tout, empêcher un débat national sur sa politique parce qu'il se sait perdant dans ce débat. C'est ainsi qu'à CNESSER le budget de régression a été condamné, y compris par les élus réactionnaires et les personnalités extérieures nommées par Guichard.

Là est le fond du problème pour le pouvoir : le mécontentement est tel, que même ceux qui le soutiennent ne peuvent défendre sa politique. D'où la nécessité d'esquiver le débat. Ce qui nous conduit en réplique à deux revendications :

1°) La mise à la disposition des listes des moyens modernes d'information, ORTF etc ...

2°) Les subventions pour une campagne électorale.

En même temps, cela nous conduit à mener une bataille nationale.

Mais cela ne vaut pas dire une intervention plaquée. Cela signifie, qu'à partir des problèmes concrets de chaque amphithéâtre, des grandes questions revendicatives au plan national, il nous faut développer une bataille d'explication sur le rôle et l'efficacité des élus, défendre un programme national d'action.

Enfin et surtout, lorsque nous disons que la bataille est nationale cela signifie qu'il y a deux protagonistes, : le pouvoir et les étudiants et non pas une multitude d'organisations.

Cela dit, il nous faut réfléchir sur les différents éléments que le pouvoir met dans la bataille.

1°) Le premier, c'est le mur du silence. La volonté d'écarter la masse des étudiants de la bataille. Cette tactique n'est pas nouvelle. Mais jusqu'à présent, le pouvoir disposait d'un moyen de masse pour empêcher les étudiants d'exprimer leur mécontentement en votant : les groupes gauchistes. Ceux-ci n'ont plus pour lui la même efficacité que par le passé. La bataille tenace que nous avons menée, l'isolement de leurs gesticulations, leurs contradictions internes, les placent dans une situation difficile. C'est pourquoi Guichard organise lui-même le boycott. Ce qui ne veut pas dire que les gauchistes deviennent inoffensifs. Ils mènent une bataille sur le terrain revendicatif, en jetant la confusion, en nous centrant systématiquement. L'exemple de Paris VII est significatif. Aux élections, ils vont mener une bataille de boycott qui appuiera celle du pouvoir.

2°) Le deuxième élément de la bataille, ce sont les groupes réactionnaires, eux aussi vont se situer au plan des revendications, en les rabaisant au strict niveau corporatif. Un fait à noter : la FNEP, se présente à nouveau, pour, dit-elle, réoccuper le terrain qu'elle nous a laissé. Car si le pouvoir fait le vide autour des élections, il n'en est pas moins contraint de tenter de nous reprendre le terrain que nous y avons acquis. La FNEP redevient son instrument après l'échec des autres tentatives de regroupement.

Ces soubresauts de la politique gouvernementale trouvent leur origine dans le travail que nous avons réalisé au sein des conseils et du frein que nous avons mis à l'application des réformes gouvernementales. Ils procèdent de nos réalisations et de notre audience grandissante.

LA BATAILLE ACTUELLE DES ELECTIONS :

Cette année, les élections universitaires se présentent avec, pour nous, des moyens nouveaux de gagner la bataille.

En premier lieu, le bilan des luttes revendicatives et l'activité de nos élus dans l'action et dans les conseils constituent un atout essentiel. En effet, toute la bataille va se situer par rapport à nous :

- d'une part parce que les étudiants sont en droit d'exiger que nous rendions des comptes.

- parce que le pouvoir cherche à rejeter ses responsabilités sur les conseils. Deuxièmement, les élections se déroulent au coeur des luttes revendicatives et elles sont, pour les étudiants l'occasion d'exprimer leur mécontentement.

Ces deux aspects nous amènent à quelques directives d'action pour la campagne électorale.

1°) Pour les étudiants les problèmes de l'université sont avant tout les problèmes concrets de leur vie et de leurs études. Cela signifie, que la campagne va porter, avant tout sur les revendications immédiates. Ceci suppose une élaboration des programmes avec les étudiants. L'idée est de réunir les étudiants par amphî, d'élaborer avec eux un programme extrêmement concret de revendications. A partir de ce travail qui doit être fait dès cette semaine, la meilleure préparation de la campagne électorale, c'est la lutte revendicative. Un exemple est significatif, je crois, de ce qu'il est possible d'obtenir de ce point de vue : En anglais, à Paris, les camarades ont emmené un amphî entier en délégation sur une revendication. Si nous sommes capables d'entraîner les étudiants à la lutte, sur des problèmes concrets, le problème de gagner les élections sur les mêmes questions est déjà simplifié.

Significative aussi est la propagande du CLERU qui reprend notre plateforme et qui se met à situer son action sur un terrain politique.

Pour ces groupes, notre réponse doit se situer au plan du concret : qu'avez-vous fait pour les étudiants dans les conseils où vous êtes élus, publiez votre bilan, expliquez-vous !

En clair, l'ensemble de la campagne électorale doit se situer à un niveau très concret pour les étudiants. Elle doit être leur bataille. C'est dire que le comité porte le poids essentiel de la campagne, comme pour toutes les luttes revendicatives. Parce que c'est la structure la plus proche des étudiants, son activité est déterminante et tout l'effort de nos directions doit porter sur l'amélioration de son activité.

Campagne des étudiants, notre campagne électorale doit être financée par les étudiants. C'est là un aspect décisif. Parce que les élus vont défendre les étudiants, il est normal que les étudiants aident matériellement ces élus. Parce que les réactionnaires disposent de puissants moyens financiers, les étudiants se défendent contre eux en soutenant financièrement l'UNEF. Souscrire, c'est défendre ses intérêts en assurant le succès des listes : " défense des intérêts des étudiants, Université démocratique.

Enfin, l'adhésion doit être au centre de la bataille, il nous faut aller largement vers les étudiants, proposer d'être candidat, d'adhérer.

Voilà, camarades, les quelques éléments que le B.N.S. soumet à la réflexion des A.G.E. Nous pensons qu'il faut ouvrir ici un large débat afin de favoriser l'essor des luttes revendicatives, d'assurer le succès de l'action pour le soutien au Viet Nam, de faire voter les étudiants par dizaines de milliers pour les listes "Défense des intérêts des étudiants, Université démocratique !"

XXXXXXXXXXXX